

**Art. 21.** Un an après le démarrage du projet, le proposant du projet dresse un rapport de suivi qu'il télécharge sur le site web du « Pendelfonds ». Pour ce faire, il reçoit d'aide du Point de mobilité provincial.

Le Ministre établit le modèle de ce rapport en ligne.

**Art. 22.** Le Point de mobilité provincial formule un avis à l'attention de la commission accompagnatrice sur la base du rapport de suivi. L'avis porte sur l'avancement financier et du contenu du projet et mentionne explicitement si la première ou la deuxième tranche de 30% du montant de subvention peut être versée.

Le Point de mobilité provincial télécharge son avis sur le site web du « Pendelfonds » dans le mois du téléchargement du rapport de suivi.

**Art. 23.** La commission accompagnatrice formule un avis à l'attention de la Division de la Politique du Département, dans le mois du téléchargement par le Point de mobilité provincial de son avis sur le site web du « Pendelfonds ».

La Division de la Politique du Département statue sur la base de l'avis rendu à la commission accompagnatrice sur le paiement de la deuxième tranche. Moyennant motivation, la Division de la Politique du Département peut déroger à l'avis proposé.

Si le projet a une durée d'un an, le solde est payé ou il est procédé au recouvrement, compte tenu des dépenses effectivement acceptées. Si la commission accompagnatrice n'a pas émis d'avis dans le délai visé à l'alinéa premier, la Division de la Politique du Département peut prendre une décision sans attendre l'avis.

**Art. 24.** Le cas échéant, la même procédure, visée aux articles 21 à 23, est suivie pour le rapportage de suivi de la deuxième, la troisième et la quatrième année. Compte tenu des dépenses effectivement acceptées, le solde est payé après le dernier rapport de suivi ou bien il est procédé au recouvrement.

**Art. 25.** Dans les trois mois de la date imposée, le proposant du projet télécharge le rapport de suivi sur le site web du « Pendelfonds ». A condition qu'il y ait des raisons légitimes pour le retard éventuel, la Division de la Politique du Département peut accorder une prolongation du délai d'introduction du rapport de suivi. Si le proposant du projet n'a pas donné des raisons légitimes pour le retard dans le délai d'un mois, un décompte financier du dossier est établi au vu des relevés des frais transmis jusqu'à cet instant, et le projet est clos.

**Art. 26.** Le proposant du projet peut proposer des adaptations quant au contenu tout au long de la durée du projet.

Le proposant du projet transmet ses propositions portant sur le contenu au Point de mobilité provincial. Le Plan de mobilité provincial formule un avis quant à ces propositions et le transmet à la Division de la Politique du Département. Le Département publie sa décision dans le mois suivant l'émission de l'avis du Plan de mobilité provincial.

Le montant de subvention global ne peut jamais être dépassé suite à ces adaptations quant au contenu.

#### CHAPITRE 6. — *Fonctionnement et gestion du Fonds des Migrations pendulaires*

**Art. 27.** Toutes les opérations financières sont centralisées au sein du Département, où elles sont soumises au secrétaire général pour approbation.

#### CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

**Art. 28.** L'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 2006 relatif au Fonds des Migrations pendulaires est abrogé.

**Art. 29.** Les dispositions de l'arrêté de Gouvernement flamand du 24 novembre 2006 restent d'application aux projets approuvés suite à l'appel datant d'avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 30.** Le Ministre flamand ayant la politique de la mobilité, les travaux publics et les transports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 septembre 2016.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-Etre des Animaux,

B. WEYTS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2016/29497]

#### 30 JUIN 2016. — Décret relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par:

1° « Enseignement inclusif »: enseignement qui met en oeuvre des dispositifs visant à supprimer ou à réduire les barrières matérielles, pédagogiques, culturelles, sociales et psychologiques rencontrées lors de l'accès aux études, au cours des études, aux évaluations des acquis d'apprentissage par les étudiants en situation de handicap et à l'insertion socioprofessionnelle;

2° « Etablissement d'enseignement de promotion sociale »: établissement tel que défini par l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

3° « Etudiant en situation de handicap »: étudiant qui présente des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à sa pleine et effective participation à l'Enseignement de promotion sociale sur la base de l'égalité avec les autres;

4° « Personne de référence »: personne désignée par le pouvoir organisateur dont relève l'établissement de promotion sociale pour effectuer les missions mentionnées à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>;

5° « Aménagements raisonnables »: mesures appropriées, prises en fonction des besoins dans une situation concrète, pour permettre à une personne en situation de handicap d'accéder, de participer et de progresser dans l'Enseignement de promotion sociale, sauf si ces mesures imposent à l'égard de la personne qui doit les adopter une charge disproportionnée. Cette charge n'est pas disproportionnée lorsqu'elle est compensée de façon suffisante par des mesures existant dans le cadre de la politique publique menée concernant les personnes handicapées;

6° « Conseil des Etudes »: conseil tel que défini à l'article 5bis, 7°, du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale;

7° « Réseaux d'enseignement », « réseaux d'enseignement de promotion sociale »: le réseau de l'enseignement de la Communauté française, le réseau des Provinces, des Communes et de la CoCoF (CPEONS), le réseau libre non confessionnel (FELSI) et le réseau libre confessionnel (réseau catholique) (SeGEC).

## CHAPITRE II. — Acteurs

### Section I<sup>re</sup>. — Des pouvoirs organisateurs et des directions d'établissement

**Art. 2.** Les pouvoirs organisateurs et les directions d'établissements d'enseignement de promotion sociale développent une politique d'enseignement inclusif au sein de leur école.

Le droit, pour des étudiants en situation de handicap, de solliciter la prise en compte de leurs besoins spécifiques dans leur parcours d'apprentissage figure sur tous les supports de communication s'adressant au grand public et dans le règlement d'ordre intérieur des établissements.

### Section II. — De la personne de référence

**Art. 3.** Une personne de référence est désignée conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 4°.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la personne de référence est désignée par la direction de l'établissement lorsque ledit établissement relève du réseau de la Communauté française.

Une même personne de référence peut être désignée pour plusieurs établissements.

Elle est désignée après avoir marqué son accord.

A défaut, un éducateur ou l'éducateur-économiste remplit ce rôle.

**Art. 4.** Peut être désigné comme personne de référence:

- un membre du personnel chargé de cours ou non chargé de cours d'un établissement qui remplit cette mission dans le cadre de ses fonctions;

- ou un volontaire dont les activités passées ou présentes témoignent d'une expérience en matière d'enseignement ou de handicap.

Dans ce dernier cas, la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires est d'application.

**Art. 5.** La personne de référence remplit les missions suivantes:

1° d'accueillir l'étudiant en situation de handicap et demandeur d'aménagements;

2° de prendre connaissance des difficultés qui peuvent entraver son parcours au sein de l'établissement;

3° de recueillir le document tel que visé à l'article 7, § 2, 1°;

4° d'introduire la demande d'aménagements raisonnables et de faire rapport au Conseil des Etudes conformément au modèle fixé par le Gouvernement en concertation avec l'étudiant demandeur;

5° de demeurer la personne de contact de l'étudiant en situation de handicap tout au long de sa formation au sein de l'établissement;

6° d'assister, s'il échet, au Conseil des Etudes dans le cadre du suivi pédagogique des étudiants tel que prévu à l'article 31, 2°, du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale.

L'étudiant est informé au préalable du dispositif décrit aux points 1° à 6°.

Dans le cadre de l'introduction de la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, la personne de référence peut prendre contact avec un organisme public d'insertion des personnes en situation de handicap pour obtenir des conseils pratiques, des suggestions ou les coordonnées d'un service ou d'une organisation pouvant aider l'apprenant. Au niveau local, elle peut également solliciter l'éclairage d'associations spécialisées ou des « Handicontacts » communaux. Les éventuelles informations et suggestions récoltées sont jointes au rapport adressé au Conseil des Etudes.

La communication visée à l'alinéa 2 est confidentielle et est soumise au secret professionnel.

### Section III. — Du Conseil des études

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Si l'admission est soumise à un ou plusieurs tests, ceux-ci tiennent compte du handicap conformément au décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

§ 2. Le Conseil des Etudes rend une décision motivée sur la demande d'aménagements raisonnables et, le cas échéant, précise la nature de ceux-ci.

Lorsque l'aménagement sollicité est de type pédagogique, le Conseil des Etudes peut contacter le Service de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale et de l'Enseignement à distance afin d'obtenir un avis.

La direction de l'établissement adresse la décision au demandeur par lettre recommandée, ainsi qu'à la personne de référence.

Si les aménagements raisonnables demandés nécessitent un délai de mise en œuvre ou des conditions particulières, la direction de l'établissement le mentionne dans sa décision. Par conditions particulières, on entend des éléments dont la concrétisation ne dépend pas de la volonté de l'établissement, mais de la décision et des possibilités de tiers.

Les délais et modalités relatifs à l'introduction de la demande d'aménagements par l'étudiant et à la notification de la décision par l'établissement sont fixés par le Gouvernement.

*Section IV. — De l'étudiant en situation de handicap*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Un aménagement raisonnable peut être matériel ou immatériel, pédagogique ou organisationnel. Il ne remet pas en cause les acquis d'apprentissage définis dans les dossiers pédagogiques, mais porte sur la manière d'y accéder et de les évaluer.

§ 2. L'étudiant en situation de handicap, lorsqu'il sollicite un ou plusieurs aménagements raisonnables, fournit un des documents suivants à l'appui de sa demande:

1° un document probant, c'est-à-dire toute preuve ou attestation délivrée par une administration publique compétente ou toute décision judiciaire reconnaissant un handicap, une invalidité, une maladie professionnelle, un accident de travail ou de droit commun ayant entraîné une incapacité permanente. Ces preuves et attestations sont établies par écrit ou sous toute autre forme imposée par l'organe chargé de les délivrer;

2° un rapport d'un spécialiste du domaine médical ou paramédical concerné ou d'une équipe pluridisciplinaire qui permettra d'appréhender les aménagements raisonnables susceptibles d'être mis en œuvre, lorsque l'étudiant fait état de besoins spécifiques en raison d'un handicap, d'une pathologie invalidante ou de troubles d'apprentissage. Ce rapport date de moins d'un an au moment de la demande.

**Art. 8.** L'étudiant qui produit un document probant, tel que visé à l'article 7, § 2, 1°, est exonéré des droits d'inscription.

*Section V. — De la sensibilisation et de l'évaluation*

**Art. 9.** A l'initiative des réseaux d'enseignement, une action de sensibilisation et d'information sera organisée annuellement à l'attention des établissements et de leur personnel chargé et non chargé de cours.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Un rapport d'évaluation de l'application du présent décret est réalisé annuellement à partir de son entrée en vigueur et transmis au Gouvernement et au Parlement.

Toute publication est rédigée de manière à ne permettre ni l'identification des établissements d'enseignement de promotion sociale ni celle des étudiants concernés.

§ 2. En vue de l'établissement de l'évaluation visée au § 1<sup>er</sup>, le Service de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale et de l'Enseignement à distance collecte annuellement les données anonymisées relatives aux demandes d'aménagements raisonnables sollicitées auprès des établissements et les transmet à la Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif.

Le modèle de rapport prévu à l'article 5 comporte une partie à remettre au Service de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale et de l'Enseignement à distance.

*CHAPITRE III. — Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif*

**Art. 11.** Il est créé une Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif. Elle est accueillie au sein de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique.

Ses missions sont les suivantes:

1° faire rapport au Gouvernement et au Parlement, conformément à l'article 10;

2° accueillir les recours des étudiants en situation de handicap dont la demande d'aménagements a été rejetée et se prononcer sur la recevabilité de la requête et sur le caractère raisonnable des aménagements conformément à la procédure fixée à la section VII du présent décret;

3° constituer un lieu de documentation, de réflexion et de recueil de bonnes pratiques en vue de leur diffusion auprès des établissements;

4° nouer un dialogue régulier avec la Commission de l'Enseignement supérieur inclusif instituée par l'article 23 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif, afin de favoriser les réflexions communes et les échanges d'informations.

**Art. 12.** La Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif est composée de la manière suivante:

1° un représentant de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique qui en assure la présidence;

2° un représentant de la Direction de l'Égalité des chances du Ministère de la Communauté française;

3° un représentant du Service de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale et de l'Enseignement à distance du Ministère de la Communauté française;

4° un représentant du Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations;

5° un représentant de chacun des réseaux d'enseignement de promotion sociale.

Un représentant de chaque organisation représentative des travailleurs est invitée permanente, à titre consultatif.

Un représentant de chaque organisme public chargé de l'intégration des personnes en situation de handicap peut être invité, à titre consultatif.

Pour les catégories visées aux alinéas 1 à 3, le Gouvernement désigne un membre effectif et un suppléant, tenant compte du décret du 3 avril 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement de la Commission.

**Art. 13.** En cas de décision défavorable, partielle ou totale, du Conseil des Etudes quant aux aménagements raisonnables demandés, la Direction de l'établissement mentionne, dans sa communication écrite, la possibilité pour l'étudiant de saisir la Commission de l'Enseignement de Promotion sociale inclusif.

Sous peine d'irrecevabilité, cette saisine doit s'opérer par envoi recommandé dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la décision. Ce délai commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la réception du courrier recommandé, la date de la poste ou d'envoi du courriel faisant foi.

L'étudiant joint à son courrier une copie de la décision de l'établissement.

Sont considérés comme jours ouvrables tous les jours de la semaine, à l'exception du dimanche et des jours fériés légaux.

**Art. 14.** L'absence de toute réponse ou de tout dialogue dans les délais fixés par le Gouvernement, comme prévu à l'article 6, est assimilée à un refus. Dans ce cas, l'étudiant peut en tout temps saisir la Commission.

**Art. 15.** La Commission communique sa décision motivée par recommandé à l'étudiant dans les trente jours calendrier hors congés scolaires à partir de la réception du courrier.

En ce qui concerne les recours introduits entre le 1<sup>er</sup> juin et le 30 juillet, la commission communiquera sa décision au plus tard le 31 août de l'année concernée.

En cas de décision favorable à l'étudiant, cette décision revêt un caractère contraignant pour l'établissement.

Toutes les décisions mentionnent les voies de recours.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificative et finale*

**Art. 16.** A l'article 12, § 3, alinéa 9, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les mots « - Les personnes handicapées inscrites au Fonds communautaire d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et pour qui de l'avis de ce fonds, l'inscription à la section, à la formation ou à l'unité de formation considérée constitue une des conditions de réussite de leur insertion professionnelle; » sont remplacés par les mots « - Les personnes en situation de handicap qui fournissent un document probant, c'est-à-dire toute preuve ou attestation délivrée par une administration publique compétente ou toute décision judiciaire reconnaissant un handicap, une invalidité, une maladie professionnelle, un accident de travail ou de droit commun ayant entraîné une incapacité permanente. Ces preuves et attestations sont établies par écrit ou sous toute autre forme imposée par l'organe chargé de les délivrer; ».

**Art. 17.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 juin 2016.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,  
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,  
Mme I. SIMONIS

—  
Note

Session 2015-2016

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 298-1. – Rapport, n° 298-2

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 29 juin 2016.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29497]

**30 JUNI 2016. — Decreet betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° "Inclusief onderwijs" : het onderwijs dat stelsels ontwikkelt met als doel de afschaffing of de vermindering van de materiële, pedagogische, culturele, sociale en psychologische hindernissen waarmee de studenten met een handicap geconfronteerd worden bij de toegang tot de studies, tijdens de studies, bij de evaluatie van de leerresultaten en de integratie in de maatschappij en de inschakeling in het arbeidsproces;

2° "Instelling voor onderwijs voor sociale promotie" : instelling zoals bepaald bij artikel 1, § 2, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

3° "Student met een handicap" : de student met duurzame lichamelijke, mentale, intellectuele of sensorische deficiëntie waarvan de interactie met verschillende hindernissen de volledige en effectieve deelname kan belemmeren aan het onderwijs voor sociale promotie op basis van de gelijkheid met de andere studenten;

4° "Referentiepersoon" : persoon die wordt aangewezen door de inrichtende macht waaronder de inrichting voor sociale promotie ressorteert om de in artikel 5, eerste lid bedoelde opdrachten uit te oefenen;

5° “Redelijke aanpassingen” : de passende maatregelen die in een concrete situatie en naargelang de behoeften worden getroffen om een persoon met een handicap in staat te stellen toegang te hebben tot, deel te nemen aan en vooruit te komen in het onderwijs voor sociale promotie, tenzij deze maatregelen een bovenmatige belasting vormen voor de persoon die deze maatregelen moet treffen. Wanneer die belasting in voldoende mate wordt gecompenseerd door bestaande maatregelen in het kader van het gevoerde overheidsbeleid inzake personen met een handicap, mag zij niet als bovenmatig worden beschouwd;

6° “Studieraad” : raad zoals bepaald in artikel 5 bis, 7°, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

7° “Onderwijsnet”, “net in het onderwijs voor sociale promotie” : het net van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het net van de Provincies, de Gemeenten en de Franse Gemeenschapscommissie (CPEONS), het niet confessioneel vrij onderwijs (FELSI) en het confessioneel vrij onderwijs (katholiek net) (SeGEC).

## HOOFDSTUK II. — Actoren

### Afdeling I. — Inrichtende machten en inrichtingsdirecties

**Art. 2.** De inrichtende machten en de directies van inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie ontwikkelen een beleid voor inclusief onderwijs binnen hun school.

Het recht, voor studenten met een handicap, op de aanvraag om beantwoording van hun specifieke behoeften in hun leertraject, wordt opgenomen op alle informatiedragers die zich richten tot het grote publiek en in het huishoudelijk reglement van de inrichtingen.

### Afdeling II. — Referentiepersoon

**Art. 3.** Er wordt een referentiepersoon overeenkomstig artikel 1, 4° aangewezen.

In afwijking van het vorige lid, wordt de referentiepersoon aangewezen door de directie van de inrichting, wanneer die inrichting onder het net van de Franse Gemeenschap ressorteert.

Eén zelfde referentiepersoon kan voor verschillende inrichtingen worden aangewezen.

Hij wordt aangewezen nadat hij zijn toestemming heeft gegeven.

Zo niet, dan vervult een opvoeder of de opvoeder-huismeester die rol.

**Art. 4.** Als referentiepersoon kan worden aangewezen :

een personeelslid van een inrichting, al dan niet belast met cursussen, dat deze opdracht vervult in het kader van de uitoefening van zijn ambt;

of een vrijwilliger wiens activiteiten die werden of worden uitgeoefend het bewijs leveren van een ervaring inzake onderwijs of handicap.

In dit laatste geval is de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers van toepassing.

**Art. 5.** De referentiepersoon vervult de volgende opdrachten :

1° onthaal van de student met een handicap die aanpassingen aanvraagt;

2° kennis nemen van de moeilijkheden die zijn traject binnen de inrichting kunnen belemmeren;

3° het in artikel 7, § 2, 1° bedoelde document ontvangen;

4° de aanvraag om redelijke aanpassingen indienen en de Studieraad verslag uitbrengen overeenkomstig het model dat door de Regering in overleg met de aanvragende student wordt vastgesteld;

5° de contactpersoon van de student met een handicap blijven gedurende zijn gehele opleiding binnen de inrichting;

6° in voorkomend geval, de vergaderingen van de Studieraad bijwonen in het kader van de pedagogische begeleiding van studenten zoals bedoeld in artikel 31, 2°, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

De student wordt vooraf op de hoogte gebracht van de in de punten 1° tot 6° beschreven bepalingen.

In het kader van de indiening van de in het eerste lid, 4°, bedoelde aanvraag, kan de referentiepersoon contact opnemen met een openbare instelling voor inschakeling van personen met een handicap, om praktische raadgevingen, suggesties of de gegevens betreffende een dienst of een organisatie die de lerende kan helpen, te verkrijgen. Op lokaal vlak kan hij eveneens de uitleg van gespecialiseerde verenigingen of van gemeentelijke “handcontacts” aanvragen. De eventueel ingezamelde informatie en suggesties worden gevoegd bij het verslag dat aan de Studieraad wordt gezonden.

De in het tweede lid bedoelde mededeling is vertrouwelijk en moet het beroepsgeheim in acht nemen.

### Afdeling III. — Studieraad

**Art. 6.** § 1. Als één of meer tests moeten worden uitgevoerd voor de opname, moeten deze rekening houden met de handicap overeenkomstig het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie.

§ 2. De Studieraad brengt een met redenen omklede beslissing uit over de aanvraag om redelijke aanpassingen en, in voorkomend geval, bepaalt de aard ervan.

Wanneer de aangevraagde aanpassing van het pedagogische type is, kan de Studieraad de inspectiedienst voor het onderwijs voor sociale promotie en voor het afstandsonderwijs om advies vragen.

De directie van de inrichting stuurt de beslissing bij aangetekend schrijven aan de aanvrager alsook aan de referentiepersoon.

Indien voor de uitvoering van de aangevraagde redelijke aanpassingen een termijn of bijzondere voorwaarden vereist zijn, vermeldt de directie van de inrichting dit in haar beslissing. Onder bijzondere voorwaarden worden feiten verstaan die niet van de wil van de inrichting maar wel van de beslissing en de mogelijkheden van derden afhankelijk zijn.

De termijn en de nadere regels voor de indiening van de aanvraag om aanpassingen door de student en de kennisgeving van de beslissing door de inrichting worden door de Regering vastgesteld.

*Afdeling IV. — Student met handicap*

**Art. 7.** § 1. Een redelijke aanpassing kan materieel of immaterieel, pedagogisch of organisationeel zijn. Ze stelt de leerresultaten die in de pedagogische dossiers bepaald zijn niet in vraag, maar heeft betrekking op de wijze waarop die kunnen worden behaald en geëvalueerd.

§ 2. Wanneer een student met een handicap één of meer redelijke aanpassingen aanvraagt, legt hij één van de volgende documenten ter staving van zijn aanvraag over :

1° een bewijsstuk, dit is elk bewijs of attest dat door een bevoegd overheidsbestuur wordt uitgereikt of elke gerechtelijke beslissing waarbij een handicap, invaliditeit, een beroepsziekte, een arbeidsongeval of een ongeval van gemeen recht worden erkend, die een permanente ongeschiktheid hebben veroorzaakt. Die bewijzen en attesten worden schriftelijk of in elke andere vorm die wordt opgelegd door het orgaan die ze moet uitreiken, voorgelegd;

2° een verslag van een specialist van het betrokken medische of paramedische domein of van een multidisciplinair team waarmee het mogelijk zal zijn om de redelijke aanpassingen te overwegen, wanneer de student specifieke behoeften inroept op grond van een handicap, een invaliderende pathologie of leerstoornissen. Dat verslag moet minder dan één jaar oud zijn op het ogenblik van de aanvraag.

**Art. 8.** De student die een bewijsstuk, zoals bedoeld in artikel 7, § 2, 1°, overlegt, wordt van het inschrijvingsgeld vrijgesteld.

*Afdeling V. — Sensibilisering en evaluatie*

**Art. 9.** Op initiatief van de onderwijsnetten, wordt een sensibiliserings- en informatieactie jaarlijks georganiseerd voor de inrichtingen en hun personeel, al dan niet belast met cursussen.

**Art. 10.** § 1. Jaarlijks wordt een verslag over de toepassing van dit decreet vanaf de inwerkingtreding ervan uitgevoerd en aan de Regering en aan het Parlement overgezonden.

Elke publicatie wordt zodanig opgesteld dat de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie en de betrokken studenten niet kunnen worden geïdentificeerd.

§ 2. Met het oog op de in § 1 bedoelde evaluatie, zamelt de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en voor het afstandsonderwijs jaarlijks de geanonimiseerde gegevens in betreffende de aanvragen om redelijke aanpassingen die aan de inrichtingen werden gestuurd en zendt die over aan de Commissie voor het inclusief onderwijs voor sociale promotie.

Het model van verslag bedoeld in artikel 5 omvat een deel dat moet worden gericht aan de inspectiedienst voor het onderwijs voor sociale promotie en voor het afstandsonderwijs.

*HOOFDSTUK III. — Commissie voor het inclusief onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 11.** Er wordt een commissie voor het inclusief onderwijs voor sociale promotie opgericht. Ze wordt opgenomen in de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

Ze heeft de volgende opdrachten :

1° verslag uitbrengen aan de Regering en aan het Parlement, overeenkomstig artikel 10;

2° de beroepen onderzoeken van de studenten met een handicap waarvan de aanvraag om aanpassingen werd afgewezen en zich uitspreken over de ontvankelijkheid van het verzoek en over het redelijke karakter van de aanpassingen overeenkomstig de procedure die in afdeling VII van dit decreet wordt vastgesteld;

3° een plaats zijn voor documentatie, bezinning en inzameling van goede praktijken met het oog op de verspreiding ervan bij de inrichtingen;

4° een regelmatige dialoog onderhouden met de commissie voor het inclusief hoger onderwijs, ingesteld bij artikel 23 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs, om een gezamenlijke gedachtegang en de uitwisseling van informatie te bevorderen.

**Art. 12.** De commissie voor het inclusief onderwijs voor sociale promotie is samengesteld als volgt :

1° een vertegenwoordiger van de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, die er het voorzitterschap van waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van de directie gelijke kansen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° een vertegenwoordiger van de inspectiedienst voor het onderwijs voor sociale promotie en voor het afstandsonderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

4° een vertegenwoordiger van het Interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme;

5° een vertegenwoordiger van elk van de netten van het onderwijs voor sociale promotie.

Een vertegenwoordiger van elke representatieve werknemersorganisatie wordt permanent uitgenodigd, om advies te verstrekken.

Een vertegenwoordiger van elke overheidsinstelling, belast met de integratie van personen met een handicap, kan worden uitgenodigd, om advies te verstrekken.

Voor de categorieën, bedoeld in het eerste tot derde lid, wijst de Regering een werkend lid en een plaatsvervangend lid aan, rekening houdend met het decreet van 3 april 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen.

De Regering stelt de nadere regels voor de werking van de commissie vast.

**Art. 13.** Als de beslissing van de studieraad over de aangevraagde redelijke aanpassingen gedeeltelijk of totaal ongunstig is, vermeldt de directie van de inrichting, in haar schriftelijke mededeling, de mogelijkheid voor de student om de zaak aan de commissie voor het inclusief onderwijs voor sociale promotie voor te leggen.

Op straffe van onontvankelijkheid, moet dit verzoek bij aangetekend schrijven worden ingediend binnen de tien werkdagen volgend op de ontvangst van de beslissing. Die termijn begint te lopen de eerste werkdag volgend op de ontvangst van het aangetekend schrijven, waarbij de datum van de post of van de verzending van de e-mail rechtsgeldig is.

De student voegt bij zijn schrijven een afschrift van de beslissing van de inrichting.

Als werkdagen worden beschouwd, alle weekdays, met uitzondering van zondag en de wettelijke verlofdagen.

**Art. 14.** Als geen antwoord wordt gegeven of geen dialoog wordt georganiseerd binnen de door de Regering vastgestelde termijn, zoals bepaald in artikel 6, wordt dit met een afwijzing gelijkgesteld. In dat geval kan de student te allen tijde de zaak aan de commissie voorleggen.

**Art. 15.** De commissie deelt de student haar met redenen omklede beslissing bij aangetekend schrijven mee binnen de dertig kalenderdagen, de schoolverlofdagen niet meegeteld, vanaf de datum van ontvangst van het schrijven.

Wat de beroepen betreft die tussen 1 juni en 30 juli worden ingediend, deelt de commissie haar beslissing aan de student uiterlijk op 31 augustus van het bedoelde jaar mee.

Als er een beslissing wordt genomen die gunstig is voor de student, is die dwingend voor de inrichting.

Alle beslissingen vermelden de beroepsprocedure.

#### HOOFDSTUK IV. — Wijzigings- en slotbepalingen

**Art. 16.** In artikel 12, § 3, negende lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de woorden "De gehandicapte personen die ingeschreven zijn in het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de maatschappelijke integratie en de inschakeling in het arbeidsproces van de gehandicapte personen, voor wie, volgens het advies van dat fonds, de inschrijving in de afdeling, voor de vorming of de bedoelde vormingseenheid één van de voorwaarden voor het succes van hun inschakeling in het arbeidsproces uitmaakt; " vervangen door de woorden "° - De personen met een handicap die een bewijsstuk voorleggen, dit is elk bewijs of attest dat door een bevoegd overheidsbestuur wordt uitgereikt of elke gerechtelijke beslissing waarbij een handicap, invaliditeit, een beroepsziekte, een arbeidsongeval of een ongeval van gemeen recht worden erkend, die een permanente ongeschiktheid hebben veroorzaakt. Die bewijzen en attesten worden schriftelijk of in elke vorm die wordt opgelegd door het orgaan die ze moet uitreiken, voorgelegd.

**Art. 17.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 juni 2016.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,  
GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement - Ontwerp van decreet, nr. 298-1 - Verslag, nr. 298 - 2.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. - Vergadering van 29 juni 2016.

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2016/29494]

**24 AOÛT 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 24ter alinéa 2 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, notamment l'article 24 ter alinéa 2 tel qu'inséré par l'article 4 du décret du 30 juin 2016 rendant applicable aux maîtres et professeurs de religion le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française et portant diverses mesures en matière de titres et fonctions ;

Vu le protocole de négociation du 18 juillet 2016 du Comité de secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné ;

Vu le protocole de négociation du 18 juillet 2016 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement;

Vu l'avis 59.870/2/V du Conseil d'Etat, donné le 26 juillet 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;